

ILS OBTIENNENT GAIN DE CAUSE

La victoire des gardes communaux

Les gardes communaux ont finalement obtenu gain de cause. Hier, en fin d'après-midi, les autorités ont décidé d'accepter l'ensemble de leurs revendications, notamment celle relative à l'accès à la retraite aux gardes communaux qui se sont engagés de 1994 à 2000.

Tarek Hafid - Alger

(Le Soir) - Leur combat n'aura pas été vain. Les pouvoirs publics ont finalement accepté tous les points de la plateforme de revendications des gardes communaux. Hier après-midi, la nouvelle a provoqué une explosion de joie parmi les contestataires qui tenaient un sit-in depuis plus de 72 heures à la place des Martyrs.

Les représentants des gardes communaux ont expliqué que la plateforme de revendications a été acceptée suite à l'intervention du général major El Hamel, le directeur général de la Sûreté nationale. L'un des acquis les plus importants étant, sans nul doute, la retraite pour ceux qui ont rejoint le corps durant la période de 1994 à 2000.

Mais ce retournement de situation intervient suite aux menaces proférées par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

A partir de Tamanrasset, où il accompagna le président de la République, Daho Ould-Kablia avait déclaré qu'il prendrait des mesures fermes contre ceux qui participaient au mouvement de contestation.

Outre les menaces de la tutelle, les hommes en bleu ont enduré le pire ces derniers jours.

La situation a même failli dégénérer, mardi soir, lorsqu'un groupe composé d'une quinzaine de jeunes s'en est pris violemment aux gardes communaux. Selon des témoignages recueillis hier, l'attaque s'est produite à la tombée de la nuit. «Les baltagua sont arrivés de la rue de Djamaâ Lihoud.

Certains étaient armés de sabres, d'autres ont tiré sur nous avec divers projectiles, dont des fusées éclairantes», a expliqué un garde communal.

L'attaque a fait neuf blessés. Certains d'entre eux ont été évacués au service des urgences après avoir reçu des coups avec des objets contondants. Notre interlocuteur s'interroge encore sur le rôle joué par les forces de police au cours de la nuit

précédente. «Nous avions remarqué que l'impresionnant dispositif policier qui a été instauré depuis le jour de notre arrivée venait soudain d'être levé. Au début, nous pensions que c'était juste la relève entre unités de police. Il s'avère que c'est à ce moment précis que les baltagua nous ont attaqués. Les policiers anti-émeutes sont intervenus bien après en installant un dispositif très restreint entre la place des

Martyrs et la Basse-Casbah», assure-t-il.

Les gardes communaux rencontrés hier affirment avoir fait preuve de retenue afin d'éviter que la situation ne dégénère. «Nous sommes ici uniquement pour réclamer nos droits. Ce n'est pas de gaîté de cœur que nous avons abandonné nos foyers pour rester sous le soleil et le froid», a lancé un jeune de Chlef.

T. H.

LA GESTION DE L'EAU À ANNABA ET EL-TARF

Inévitable résiliation du partenariat avec Gelsenwasser

Une troisième et dernière mise en demeure, avant résiliation du contrat de la gestion déléguée de l'eau par l'opérateur allemand Gelsenwasser, est entrée en vigueur cette semaine.

Cette dernière mise en demeure enjoint à la société allemande de respecter les nombreuses remarques concernant les grands retards enregistrés dans l'exécution des tâches dont elle a été la destinataire, et ce, conformément au cahier des

charges. Le contrat passé à la fin 2007 avec cette société allemande ayant donné naissance à la société de l'eau d'Annaba et d'El-Tarf (SEATA) qui n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés, pourtant bien définis dans le cahier des charges.

Ce constat, bien que connu déjà, a fait l'objet d'interventions à la récente session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Annaba, consacrée à l'hydraulique.

Le partenariat avec la société allemande stipulait notamment l'amélioration de la dotation quotidienne en AEP et la prise en charge de la réfection des réseaux d'eau potable et d'assainissement et de protection de la population de ces deux wilayas

contre les inondations. Y figure également la remise en l'état des routes et des trottoirs qui ont subi des dégradations du fait d'interventions de la société.

Comme il y était prescrit la prise de dispositions nécessaires pour lutter contre les maladies à transmission hydrique (MTH), la pollution par les rejets des eaux usées dans la mer et les cours d'eau. Mais le point le plus important dans ce document concernait tout un programme de formation du personnel algérien à travers un véritable transfert technologique le préparant à prendre en charge, à terme, la gestion de cette société.

Mais rien de tout cela n'a été fait, en dépit de plusieurs remarques et instructions faites par les autorités locales et même par le ministre des Ressources en eau, lors de sa visite de travail et d'inspection en décembre

2009 à Annaba et El-Tarf.

Pour M. Boulahbel, directeur de l'hydraulique à Annaba, que les autorités locales ont chargé d'entreprendre l'exécution du programme du secteur, cette résiliation peut être prononcée à l'amiable, après les résultats de l'audit.

Tout comme elle pourrait être traitée par la Chambre internationale de commerce au cas où Gelsenwasser porterait le contentieux devant cette juridiction.

Pour sa part, le wali d'Annaba qui intervenait au cours de cette session a mis en exergue l'énorme retard pris par le partenaire allemand dans l'exécution des projets hydrauliques pour lesquels l'Etat a consacré ces dernières années pour la wilaya près de 20 milliards de dinars. Mais, fait-il remarquer, les espoirs placés dans ce partenaire n'ont pas été à la hauteur des

dations financières. A la faveur de cette évaluation du secteur de l'hydraulique, le wali, Mohamed Ghazi, a annoncé la programmation d'une série de rencontres pour passer en revue l'ensemble des problèmes rencontrés par chaque secteur.

Ces rencontres consistent en l'évaluation du travail accompli et, partant, décider des correctifs à apporter pour améliorer les choses.

L'importante Direction du logement et des équipements publics (DLEP) a été choisie pour l'inauguration de cette série de rencontres présidées par le chef de l'exécutif de wilaya et auxquelles prendront part la secrétaire générale, la Direction de la planification et de l'aménagement du territoire ainsi que le trésorier général de la wilaya, outre l'ensemble des responsables de la DLEP.

A. Bouacha

SALON D'EMPLOI DÉDIÉ AUX INGÉNIEURS

Les profils que recherchent les pourvoyeurs d'emplois en Algérie

Mettre en contact des recruteurs du secteur économique et des chômeurs en quête d'embauche est l'objectif du Salon d'emploi algérien dédié aux ingénieurs et professions techniques.

Cette première édition, organisée sur deux jours (elle s'achèvera aujourd'hui), à l'hôtel El-Biar, à Alger, a vu la participation d'entreprises publiques et même de multinationales à travers des stands où l'on réceptionne les CV de candidats aux postes proposés.

Selon les gestionnaires des ressources humaines des firmes présentes, ils trouvent beaucoup de difficultés à recruter des cadres en «position senior», des directeurs de projet compétents et expérimentés. «Il y a beaucoup de concurrence.

C'est une monnaie rare, ce qui fait qu'ils sont instables et partent au bout de deux ou trois ans. On leur offre des salaires faramineux et il est difficile de les maintenir assez longtemps», indique-t-on. Et pour ces profils, certains recourent à la main-d'œuvre étrangère pour satisfaire aux besoins de leurs entreprises. D'autres se sont plaints du manque de cabinets de recrutement spécialisés. «Pour le personnel commercial, à titre d'exemple, les cabinets qui activent sur le marché ne vous proposent pas des commerciaux spécialisés nous recherchons (dans l'électricité)», souligne un gestionnaire des ressources humaines exerçant dans une multinationale. Par ailleurs, le constat est amer en matière de formation. «Les offres de formation que proposent l'université comme les centres de

formation professionnelle, ne sont pas en adéquation avec les métiers de notre entreprise. Pour les ingénieurs, ils n'acquièrent que des généralités et nous sommes contraints de les former pendant deux années encore», constate le représentant d'une entreprise publique. En tout état de cause, le marché de l'emploi en Algérie offre beaucoup d'opportunités, notamment dans les métiers de l'environnement, les solutions industrielles, et même en langues étrangères, l'anglais surtout.

Le Salon d'emploi dédié aux ingénieurs et professions techniques (Algeria Engineering Employment Forum) est l'occasion de discuter directement avec des recruteurs d'entreprises créatrices d'emplois.

L. H.

Émission du billet de 2 000 DA à compter du 28 avril, pas de retrait des autres billets

L'émission d'un nouveau billet de banque de 2 000 DA, décidée récemment par le Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), se fera à compter du 28 avril 2011, a appris hier l'APS auprès de la Banque d'Algérie qui a écarté tout retrait des autres billets en circulation. «Le retrait du billet de 1 000 dinars n'est aucunement à l'ordre du jour, ni les autres billets de banque actuellement en circulation, qui continueront à être normalement échangés dans les transactions», a déclaré à l'APS le directeur général de l'Hôtel des monnaies de la Banque d'Algérie, M. Hamlet Abdelaziz.

Réuni le 24 mars dernier en session ordinaire, le CMC avait «édité le règlement portant création d'un nouveau billet de banque d'une valeur faciale de deux mille (2 000) dinars algériens».

Le Conseil avait adopté, lors de la même réunion, un règlement portant émission et mise en circulation de ce nouveau billet.

«La nouvelle coupure circulera concomitamment avec les autres billets de banque et contribuera au rafraîchissement de la monnaie fiduciaire et à sa disponibilité accrue», avait alors expliqué la Banque d'Algérie.

APS

INCENDIE À TÉBESSA Deux morts et 8 blessés graves

Dans la nuit de mardi à mercredi suite à un coup-circuit électrique, un incendie s'est déclenché dans une maison située au niveau du quartier populaire d'El-Merdja, à la sortie nord-est de la ville.

Les bidons remplis de carburant entreposés (destinés à la contrebande ?) à l'intérieur de cette habitation ont aggravé l'incendie qui a fait 2 morts et 8 blessés graves.

Saâdallah Djamel